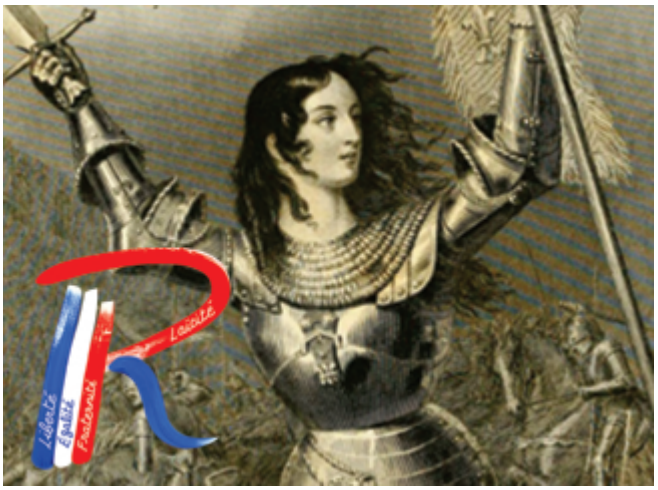
Varennes : l'Etat socialaud va-t-il traîner deux lecteurs de RL au tribunal ?

écrit par Lucette Jeanpierre | 29 octobre 2015



Deux lecteurs de Riposte Laïque se rappelleront longtemps leur mésaventure de ce dimanche 25 octobre, à Varennes. Ils étaient venus faire leur marché dans cette ville, connaissant d'autre part, par la lecture de leur journal préféré, la récente implantation de deux cents clandestins, que la presse locale appelle « migrants », dans une ancienne caserne de gendarmerie.

Amis de longue date, révoltés par la récente implantation de deux cents clandestins dans cette paisible petite ville de l'Allier, ils avaient décidé de venir prendre la température de la ville, en allant sur le marché. Ils rencontrèrent alors un homme seul, qui distribuait un tract, et se proposèrent de l'aider.

Comme l'explique Aline Poursain dans cet article, l'accueil de la population fut excellent, à la hauteur de la révolte devant ce qui est vécu comme une véritable invasion par les gens du cru.

http://ripostelaique.com/tractage-a-varennes-la-population-ne-

veut-pas-des-200-clandestins.html

C’est alors que les choses se compliquèrent, pour eux, dans un mécanisme dont nous allons vous décrire les différentes étapes.

PREMIERE ETAPE

Alors que l’accueil est excellent partout, aussi bien par les commerçants que par les habitants de la ville, ils sont malgré tout pris à partie par la première adjointe de la mairie et son époux, qui déclarent que la population de Varennes est déjà très inquiète et leur reprochent avec véhémence de ne pas être de la ville, et de souffler sur les braises. La conversation prend fin, et nos amis s’éloignent.

DEUXIEME ETAPE

Quelques minutes plus tard, trois gendarmes se dirigent dans leur direction (est-ce à l’appel de l’adjointe ou de son mari, nous ne le savons pas…) et exigent l’identité de nos amis, ainsi que celle d’un habitant de la ville, par ailleurs membre du FN, qui discutait avec eux. Les représentants de l’ordre se livrent à un véritable abus d’autorité, en leur affirmant que la diffusion de tract sur la voie publique était illégale, ce qui est totalement faux.

http://www.l214.com/legislation/tractage

Ils exigent alors les papiers de nos amis, qui, sous la menace d’être conduits au poste, finissent par décliner leur identité. Le moins qu’on puisse dire est que ces trois gendarmes, payés pour protéger nos compatriotes, ont fait un excès de zèle peu glorieux, qui leur vaudra sans doute les félicitations de leur hiérarchie, mais pas celles des patriotes.

TROISIEME ETAPE

Les deux lecteurs de Riposte Laïque font parvenir en le scannant un exemplaire de leur tract à *Riposte Laïque* et à *Résistance républicaine.* Christine Tasin décide de l'utiliser, tout en le remaniant, pour que le texte soit plus court, et plus conforme au style habituel de son association. La nouvelle version est mise en ligne sur les sites RL et RR.

http://resistancerepublicaine.com/2015/alerte-des-refugies-arrivent-dans-votre-ville-tracts-resistants-a-imprimer/

Tract pour Varennes sur Allier tract-Varennes-sur-Allier

QUATRIEME ETAPE

Les choses remuent et les autorités apprennent qu'il va y avoir un rassemblement depuis la mairie, jusqu'à l'ancienne caserne, ce samedi 31 octobre. Que faire, se demandent les autorités locales ?

CINQUIEME ETAPE

Le vaillant Préfet de l'Allier, Arnaud Cochet, courageusement, saisit le Procureur de Cusset. Il estime que le contenu de ce tract « peut faire l'objet d'une qualification pénale », et refile donc la patate chaude à son copain le procureur de la République.

http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/2015/10/27/migrants-le-prefet-de-l-allier-saisit-le-procureur-apres-la-diffusion-d-un-tract-actualise_11640052.html

Monsieur le Préfet, content de lui, communique cette information à la presse. Il a ouvert le parapluie, et donc son chef Cazeneuve peut être fier de lui.

SIXIEME ETAPE

Le Procureur Eric Mazaud se retrouve donc avec la patate chaude que vient de lui passer. Que faire pour préserver sa

carrière et ne pas s'attirer le courroux de Christiane Taubira ? Diligenter une enquête pour « incitation à la haine contre un groupe de personnes en raison de son appartenance religieuse ». Ce que le bougre annonce immédiatement à la presse locale en précisant avoir confié l'enquête à la gendarmerie. Bref, lui aussi a ouvert le pébroque… L'AFP, après avoir téléphoné à Christine Tasin, relaie l'information, ce qui va donner une dimension nationale à ce qui est en train de devenir une affaire.

http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/10/28/97001-20151028FILWWW00163-allier-distribution-de-tracts-anti-migrants.php

SEPTIEME ETAPE

Bien évidemment, dans ce contexte, les collabos locaux ne pouvaient pas rester silencieux. Je veux parler naturellement de toute la clique des prétendus humanistes, syndicats, antiracistes, partis de gôche, pseudo laïques, parents d'élèves dégénérés (les Parents, pas les élèves), anarchistes d'Allah et autres pleureuses professionnelles dont voici la liste.

(*) Les signataires : FSU, les unions départementales CGT, CFDT, Unsa, les unions locales FO de Moulins, Vichy et Montluçon, Solidaires 03, l'Observatoire de la laïcité, la Libre pensée, la Ligue de l'enseignement, les parents d'élèves FCPE, le PS, EELV, PCF, Ensemble!, le Parti de Gauche, Alternatives libertaires Auvergne, Attac, le Mrap, Réseau Education sans frontières (RESF 03).

http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/2015/10/28/migrants-plusieurs-organisations-de-l-allier-disent-non-au-racisme_11641165.html

Ces islamo-collabos d'Etat (car tous passent à la caisse) appellent bien évidemment à une contre-manifestation, et nous font le coup du racisme, épouvantâââble. Bref, ils servent la

soupe au préfet pour lui permettre d'interdire le rassemblement, au nom du trouble à l'ordre public. Que du classique, une méthode classique de la gauche totalitaire…

HUITIEME ETAPE

A partir du moment où les gendarmes zélés, ayant pratiqué un abus de pouvoir, se sont permis de relever les identités de nos deux lecteurs, la suite est cousue de fil blanc. Nos amis vont dans un premier temps être interrogés par les gendarmes, et peut-être inculpés d'incitation à la haine contre les musulmans, et traînés devant les tribunaux, avec toutes les conséquences possibles pour eux, alors que le tract ne contenait rien de répréhensible.

CONCLUSION

Voilà deux paisibles lecteurs de Riposte Laïque, qui, pour avoir eu un réflexe citoyen, voire patriotique, d'aider un homme à distribuer un tract sur un marché, vont se retrouver, nous le craignons, devant les tribunaux, à cause de la diligence des services de l'Etat, bien plus réactifs quand il s'agit de persécuter des patriotes sincères que lorsqu'il s'agit de protéger la population contre les exactions des clandestins (comme à Calais).

Signalons que ce tract ne peut pas être poursuivi, parce que nulle part l'ensemble des musulmans ne sont accusés (ni l'ensemble des 200 clandestins musulmans), mais seulement une partie d'entre eux (et une partie des 200 clandestins).

Par contre, le préfet de l'Allier et le procureur de Cusset peuvent décider de compliquer la vie ces sympathisants en les convoquant éventuellement, et, bien que cela serait ridicule, en les poursuivant. De telles poursuites auraient le même résultat que celles contre Marine Le Pen, pour ses propos sur l'Occupation des rues par des musulmans : le procureur lui-même a requis la relaxe, car MLP visait une partie des

musulmans (ceux qui occupent illégalement nos rues) et non tous les musulmans.

Dans cette affaire, ce qui est révélateur, une fois de plus, c'est la rapidité avec laquelle la hiérarchie de l'Etat s'en prend à des patriotes, pendant qu'elle ne fait strictement rien contre les hordes musulmanes qui nous envahissent, mais au contraire les soutient, les aide, les finance, les implante à travers notre pays, dans le but de le détruire.

Si nous étions dans un pays encore normal, nos deux amis auraient fait leur distribution de tracts, auraient bu un bon coup, et seraient rentrés chez eux, avec la satisfaction du devoir accompli. Or, pour avoir eu un réflexe patriotique, ils ont d'abord été menacés par trois gendarmes, et risquent de finir au tribunal.

Merci aux trois gendarmes, merci à ceux qui les ont appelés, merci au Préfet de l'Allier, merci au Procureur de Cusset, merci aux islamo-collabos de gôche pour l'énergie déployée contre deux Français, pendant que notre pays est submergé par des clandestins musulmans qui, s'ils respectent leurs textes sacrés, doivent tuer tous les non-musulmans et transformer la France en terre d'islam.

Habitants de Varennes, ne vous laissez pas intimider par ces grossières manoeuvres, tous devant la mairie, le samedi 31 octobre, à 12 h 30 !

Lucette Jeanpierre